

## Analyse de la conjoncture

Document présenté à l'AGA du MÉPACQ de juin 2017

### **Introduction**

Au cours de la dernière année, nous avons constaté deux tendances opposées, tant sur la scène internationale, canadienne que québécoise. D'un côté, nous avons assisté à plusieurs événements s'inscrivant dans un repli identitaire et une montée du populisme. De l'autre, nous avons été témoins de belles manifestations de solidarité dans le cadre de plusieurs luttes. Le tout s'est malheureusement déroulé dans un contexte où les inégalités sociales n'ont cessé d'augmenter.

### **International**

Au niveau international, l'enjeu des personnes réfugiées est présent depuis plusieurs années déjà. Avec les crises humanitaires engendrées, entre autres, par des conflits armés comme celui en Syrie, des tensions ont émergé dans plusieurs pays. Le flot de personnes fuyant des conditions de vie inhumaines a été instrumentalisé et a permis une montée du populisme en Europe et en Amérique du Nord.

Le discours nationaliste et isolationniste entourant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne n'est qu'un exemple de cette mouvance qui mène trop souvent au racisme et à la xénophobie. En Allemagne, en France, en Autriche, en Hongrie et au Pays-Bas, les partis populistes de droite ont aussi vu leurs appuis augmenter. Plus près de nous, l'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis constitue une victoire inquiétante du populisme et de son discours qui présente les droits humains comme un obstacle aux intérêts nationaux.

Parallèlement à cela, plusieurs pays ont vu leur gouvernement adopter une tangente résolument autoritaire comme la Turquie ou encore les Philippines. De plus, la communauté internationale est restée les bras croisés devant les violations des droits humains commises par des pays comme l'Arabie Saoudite, le Soudan et le Yémen.

Du côté de la contestation, plusieurs pays ont connu d'importantes vagues de mobilisation contre le pouvoir en place, notamment au Venezuela, en Corée du Sud ou encore en Roumanie. Au niveau environnemental, la mobilisation contre divers projets d'oléoducs a été très forte. Par exemple,

la lutte de la communauté de Standing Rock contre le pipeline Dakota Access a fait le tour du monde et a recueilli de nombreux appuis. Toutefois, nous ne pouvons que déplorer la répression dont elle a fait l'objet de la part des forces de l'ordre.

Chez nos voisins du Sud, il faut mentionner la forte mobilisation de Black Lives Matter, qui dénonce la violence et le racisme systémique envers les Afro-Américains aux États-Unis. Ce mouvement a pris une grande ampleur, notamment en raison de plusieurs meurtres de jeunes hommes Noirs commis par des policiers.

Enfin, l'élection de Donald Trump a été suivie d'une mobilisation massive, notamment des femmes qui craignent un recul de leurs droits. Des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de plus de 600 villes à travers le monde en janvier dernier pour faire savoir au président américain que ses actions seraient suivies de près.

## **Canada**

Sur la scène canadienne, la politique d'accueil des personnes réfugiées mise en œuvre par le gouvernement Trudeau a été saluée pour sa générosité. Il faut aussi souligner les efforts législatifs du gouvernement pour le respect des droits des personnes trans. Enfin, nous pouvons nous réjouir qu'une partie de la réforme de l'assurance chômage du gouvernement Harper a été abrogée au cours de la dernière année.

Malgré ces quelques bons coups, le bilan du gouvernement Trudeau depuis son arrivée au pouvoir reste très décevant. En effet, il a abandonné sa promesse de revoir le mode de scrutin, il a approuvé le projet de pipeline Northern Gateway et n'a pas mis fin à la vente d'armes par le Canada à l'Arabie Saoudite. De plus, des actions concrètes se font toujours attendre dans le dossier des femmes autochtones assassinées ou disparues ou encore dans celui de Raif Badawi, emprisonné depuis cinq ans en Arabie Saoudite.

Bien que le Canada soit perçu sur la scène internationale comme étant accueillant et ouvert, il n'est pas épargné par la tendance au repli identitaire et au populisme. Au moment où le gouvernement débattait de la motion M-103 contre islamophobie, rappelons que des groupes d'extrême droite ont manifesté pour montrer leur opposition à celle-ci. De l'autre côté, des mobilisations ont heureusement eu lieu pour dénoncer le racisme et la xénophobie.

Du côté des partisans d'une réforme électorale, on s'est mobilisé pour dénoncer le fait que Justin

Trudeau ait brisé sa promesse dans ce dossier. Des manifestations ont également eu lieu pour contrer les accords de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne.

Plusieurs mobilisations ont eu lieu à travers le pays pour stopper divers projets d'oléoducs. Sur cet enjeu, soulignons que les Premières Nations de la Colombie-Britannique ont remporté une bataille juridique qu'elles menaient depuis 2010 contre le pipeline Northern Gateway. En effet, la cour suprême de cette province a statué que le gouvernement n'avait pas respecté son devoir de consultation et qu'il doit maintenant refaire son évaluation du projet.

## **Québec**

Sur la scène provinciale, l'actualité a malheureusement été marquée par l'attentat commis dans une mosquée de Québec. Dans les semaines qui ont suivies, des gestes de vandalisme ont ciblé d'autres mosquées ailleurs dans la province. En contrepartie, la solidarité envers les communautés musulmanes du Québec s'est rapidement exprimée, notamment dans le cadre de plusieurs rassemblements.

Le racisme vécu par les communautés autochtones du Québec a aussi été à l'avant plan de l'actualité cette année. Les témoignages de femmes autochtones de Val-d'Or sur les agressions sexuelles et autres violences qu'elles subissent ainsi que la mobilisation pour dénoncer celles-ci ont d'ailleurs poussé le gouvernement québécois à déclencher une commission d'enquête publique sur les relations avec les Autochtones après que le Directeur des poursuites criminelles et pénales ait annoncé qu'aucune accusation ne serait portée contre les policiers ayant fait l'objet de plainte.

Depuis plusieurs mois, une forte pression populaire est exercée sur le gouvernement pour qu'il tienne aussi une commission sur le racisme systémique. Pour le moment, celui-ci refuse d'aller de l'avant avec cette initiative qui permettrait de mettre en évidence les inégalités qui perdurent au sein de la société québécoise et de trouver collectivement des solutions à mettre en œuvre.

La culture du viol est également un enjeu qui s'est retrouvé au cœur de l'actualité suite aux événements déplorables qui se sont déroulés sur le campus de l'université Laval. Les cas de Gerry Sklavounos et de Pierre Paradis ont également mis de l'avant les lacunes de notre système judiciaire lorsqu'il est question d'agression sexuelle.

Rappelons qu'au Québec, seulement 5% des crimes sexuels sont rapportés à la police et que trois plaintes pour agression sexuelle sur 1000 mènent à une condamnation. Plusieurs rassemblements et manifestations ont été organisés au cours de l'année pour dénoncer cette culture du viol.

Au chapitre des inégalités sociales, le gouvernement de Philippe Couillard n'a aucune volonté d'agir sur la question. Dans la dernière année, il a continué son opération de destruction des services publics et des programmes sociaux. Les investissements annoncés dans le dernier budget ne suffisent pas à compenser toutes les compressions des dernières années ni à couvrir l'augmentation annuelle des coûts de système.

De plus, le dévoilement du plan de lutte contre la pauvreté, qui devait avoir lieu en mars dernier, a été reporté à l'automne prochain. À l'heure actuelle, nous avons peu d'indices sur ce qu'il contiendra, mais aucune augmentation des prestations d'aide sociale n'est au programme.

De plus, il est fort à parier que le plan que nous proposera le gouvernement sera encore davantage orienté vers une localisation de la lutte contre la pauvreté. À notre avis, la pauvreté est une violation des droits humains et le fait que le gouvernement ne manifeste aucune réelle volonté d'enrayer ce fléau est tout simplement scandaleux.

Au niveau de la contestation, plusieurs luttes se sont déroulées au Québec dans la dernière année, notamment celle du milieu communautaire pour la reconnaissance, le financement et une plus grande justice sociale. Dans la même lignée, une campagne revendiquant un salaire minimum à 15\$/heure a été mise sur pied. De plus, la Coalition main rouge a réussi par ses actions à mettre de l'avant l'enjeu des paradis fiscaux et le manque de volonté de nos gouvernement de lutter contre l'évasion fiscale.

## **Conclusion**

En résumé, l'analyse que nous faisons de la conjoncture sur la scène internationale, au Canada et au Québec est plutôt sombre. En effet, nous avons assisté cette année à une montée importante du populisme, à des reculs démocratiques importants et à des violations scandaleuses des droits humains. En contrepartie, plusieurs luttes ont suscité des élans de solidarité encourageants.

À notre avis, il faut tabler sur ceux-ci pour orchestrer un mouvement de protestation assez fort pour renverser la vapeur. C'est d'ailleurs en ce sens qu'a convenu de travailler le MÉPACQ en se dotant d'une orientation stratégique sur trois ans visant d'abord à rendre le milieu communautaire plus combatif, à faire converger la lutte du communautaire pour la reconnaissance, le financement et la justice avec celle de la Coalition main rouge, puis à unir les mouvements sociaux tant sur le plan national que régional.